

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 30/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXIMUM PRODUITS DE SECURITE

6 RUE DU MARAIS SEC
ZI
60180 Nogent-sur-Oise

Références : IC-R/0317/24-LF
Code AIOT : 0005101403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement AXIMUM PRODUITS DE SECURITE implanté 6 Rue du Marais Sec ZI 60180 Nogent-sur-Oise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a lieu dans le cadre du suivi de la mise en demeure datée du 07 janvier 2021. La thématique DECHET a aussi été abordée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIMUM PRODUITS DE SECURITE
- 6 Rue du Marais Sec, ZI 60180 Nogent-sur-Oise
- Code AIOT : 0005101403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement AXIMUM PRODUITS DE SECURITE est situé dans une zone industrielle située à l'Ouest de la commune de Nogent sur Oise, et limitrophe à la commune de Villers-Saint-Paul dans l'Oise.

AXIMUM PRODUITS DE SECURITE est une société spécialisée dans la fabrication de dispositifs de retenue et de produits de sécurité métalliques ou plastiques, de produits techniques, d'équipements de protection individuelle. La société AXIMUM présente un établissement localisé sur la commune de Nogent-sur-Oise, sur un terrain de 41 923 m² (dont 11 252 m² de bâtiments). Deux ateliers sont dédiés à la fabrication de glissières et de produits métalliques, deux autres à la galvanisation et au thermolaquage de pièces en acier.

Les installations occupent les parcelles AR 141, 229, 231 et BR 10, 11.

La société AXIMUM PRODUITS DE SECURITE dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en demeure datée du 07 janvier 2021 ;
- Gestion des déchets ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2- 4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	point sur l'APMD du 07/01/2021	AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 1	/	Sans objet
2	séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.2	/	Sans objet
3	gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.3	/	Sans objet
4	gestion des déchets à l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.4	/	Sans objet
5	déchets gérés à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.5	/	Sans objet
6	transport	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.6	/	Sans objet
7	déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de répondre à la mise en demeure, l'exploitant a investi pour améliorer ses rejets atmosphériques et aqueux. Cependant des études sont encore en cours.

L'inspection a donc accordé un délai supplémentaire afin de pouvoir laisser le temps à l'exploitant de se mettre en conformité : jusqu'au 30/01/2024.

La thématique DECHET a permis à l'exploitant de remettre à jour la liste des déchets générés par son site et de réorganiser le stockage des déchets et matières entrantes (dont les produits chimiques), en vérifiant la compatibilité des produits stockés et créant un état des stocks des produits chimiques sur site.

2-4) observations hors constat

Lors de cette visite, l'exploitant indique à l'inspection :

- qu'un changement d'exploitant est en cours. Il s'agit d'une cession du fond de commerce à la société MEISER produit de sécurité, société allemande.

Le dossier de changement d'exploitant a été reçu et instruit par l'inspection en août 2023 sous la référence suivante : IC-R/378/23-LF. Ce dossier a fait l'objet d'un arrêté préfectoral autorisant la société MEISER Produit de sécurité à reprendre l'exploitation des installations de la société AXIMUM Produit de sécurité sur la commune de Nogent sur Oise. Il est actuellement en cours de signature par madame la Préfète de l'Oise.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : point sur l'APMD du 07/01/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, prévention pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1er : La société AXIMUM PRODUITS DE SECURITE exploitant une installation de traitement de surface et une activité de profilage sise 6, rue du Marais Sec sur la commune de Nogent sur Oise (60 180) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.2.1, 3.2.3, 4.4.5 et 4.4.10 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2019 en : <ul style="list-style-type: none">• permettant la bonne diffusion dans le milieu récepteur des rejets issus des conduits n°5 et n°6 ;• respectant les valeurs limites d'émissions de ses rejets atmosphériques sur les conduits n°1 à 9, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ Conduit n°1 : concentration et flux des paramètres « Co + Cr + Cu +Mn + Ni+ Pb + Sb + Sn + V + Zn » ;◦ Conduit n°2 : flux des paramètres « Co + Cr + Cu +Mn + Ni+ Pb + Sb + Sn + V + Zn » ;◦ Conduit n°3 : concentrations pour les paramètres poussières et Zinc et vitesse d'émission ;◦ Conduit n°5 : flux pour le paramètre poussières ;◦ Conduit n°6 : la vitesse d'émission ;◦ Conduit n°7 : concentrations pour les paramètres CO, NOx et SO2 ;

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 1

- Conduit n°8 : concentrations pour les paramètres Cr, Ni et HCl et flux pour les paramètres Cr, Ni et CN ;
 - Conduit n°9 : concentrations pour les paramètres poussières, Co, Cr, Ni, Pb, V, et Zn et flux pour les paramètres poussières, As, Co, Cr, Mn, Ni, Pb, Sb, V et Zn ;
 - mettant en place un registre afin de consigner les passages et actions de l'agent de maintenance sur le contrôle des bassins de rétentions des eaux ;
 - respectant les valeurs limites d'émissions des eaux exclusivement pluviales ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats : Au cours de cette visite, l'inspection a fait le point sur la mise en demeure datée du 07 janvier 2021 et dont le délai de 4 mois a été dépassé.

L'article 1 de la mise en demeure demande à l'exploitant de :

1/ permettre la bonne diffusion dans le milieu récepteur des rejets issus des conduits n° 5 et 6 ;
- fait l'objet d'un porter à connaissance (**chapitre point 1 et 2**)

2/ respecter les valeurs limites d'émissions sur les conduits 1 à 9 ;
- fait l'objet d'un porter à connaissance (**chapitre point 1 et 2**)

3/ transmettre une page du registre de consignation des passages des agents de maintenance ;
- **reçue par courrier daté du 29 août 2022 donc traité et conforme ;**

4/ respecter les valeurs limites d'émissions des eaux exclusivement pluviales ;

l'exploitant a effectué une analyse du zinc sur les points de rejets 3 et 4, suite au remplacement des filtres au niveau de ces deux points de rejets aqueux. La teneur en zinc s'avère conforme sur le point de rejet 3 mais pas sur le point de rejet 4.

L'exploitant a ensuite effectué plusieurs campagnes de prélèvement. Une étude saisonnière de la pollution de la nappe phréatique a été décidée sur une période de un an. Elle est encore en cours. Le prochain prélèvement aura lieu en janvier 2024. L'hypothèse serait que la pollution due au zinc pourrait provenir de l'affleurement de la nappe phréatique au niveau de la zone des fours. En effet des pompages réguliers sont réalisés afin d'évacuer l'eau qui remonte par infiltration dans cette zone. Cette eau rejoint ensuite les canalisations amenant au point de rejet n°4. Par courrier daté du 23 octobre 2023, l'exploitant indique qu'il a progressé dans l'étude de cette problématique. Les eaux de la fosse du bain de zinc seront traitées de manière distincte en les stockant dans une cuve séparée puis seront traitées à l'extérieur. Il s'agirait donc d'un nouveau déchet. Cette étape serait transitoire, le souhait étant ensuite de pouvoir réutiliser ces eaux après traitement, dans le processus industriel.

En tout état de cause cette étape intermédiaire permet d'accéder à la conformité de la teneur en zinc dans le rejet n°4. La mise en oeuvre de ce stockage sera effective fin janvier 2024.

Point 1 et 2

L'exploitant a répondu à ces deux points par un porter à connaissance intitulé "*Demande de modifications des seuils de rejets atmosphériques du site AXIMUM Produit de sécurité à NOGENT SUR OISE*", transmis le 23 mars 2022.

Ce porter à connaissance a fait l'objet d'une réponse de l'inspection datée du 15 juin 2022, rapport n°IC-R/0238/22-LF. Un complément d'information était demandé à l'exploitant. L'exploitant a répondu à cette demande d'information.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 1

L'inspection a instruit ce porter à connaissance sous le numéro de référence : IC-R/378/23_LF. Ces modifications ne sont pas substantielles. Elles ont cependant nécessité l'élaboration d'un arrêté préfectoral complémentaire actuellement en cours de signature par madame la préfète de l'oise.

Concernant le point 1 :

Il s'agit de rejets horizontaux placés sous un auvent. A ce sujet l'exploitant considère que le auvent ne gêne en rien la diffusion des rejets dans l'atmosphère. Sur place, l'inspection remarque qu'en effet les sorties des conduits 5 et 6 ne sont pas gênées par le auvent puisque les fumées sortent à l'horizontal et que le débouché n'est pas très éloigné de la limite du auvent. (voir photo).



Dans ce cas le auvent n'est pas un frein à la dispersion des gaz émis. La non-conformité portant sur cette problématique, **l'inspection considère que ce point est traité et conforme.**

Concernant le point 2

Malgré les nouveaux seuils autorisés par arrêté préfectoral complémentaire, l'exploitant informe l'inspection qu'il reste une problématique avec le paramètre cyanure (CN) au niveau du conduit n° 8 (tour de lavage, bain de traitement). Les nouveaux seuils demandés pour le cyanure sont les suivants :

- 1 mg/m³ pour la concentration et 0,3 g/h pour le flux.

Or sur le dernier contrôle inopiné daté du 05/04/2023, la valeur seuil du flux de CN est dépassée, (flux moyen : 0,360 g/h).

Par message daté du 03/08/2023, l'exploitant informe l'inspection qu'une solution technique est en test actuellement. Une mesure sur le conduit n° 8 est planifiée le 13 septembre 2023 afin d'en vérifier l'efficacité. Il s'agirait de mettre un produit anti-vapeur dans les bains (steamer 700).

L'inspection et l'exploitant se sont accordés sur de nouveaux délais afin de mettre fin au non conformités sur les rejets aqueux et atmosphériques. Ces délais seront les derniers accordés à l'exploitant. Ils seront suivi de sanctions si à échéance, la mise en demeure ne peut être abrogée. Les délais accordés sont les suivants :

- **thématique EAU (zinc) : 30 janvier 2024 ;**

- **thématique AIR (cyanure) : 30 décembre 2023 ;**

L'exploitant devra tous les mois à compter de la notification de ce rapport fournir des éléments attestant de l'avancée des solutions mises en oeuvre.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 1
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.2
Thème(s) : Autre, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.1.2. Séparation des déchets</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.</p> <p>Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : Lors de sa visite sur site, l'inspection remarque que les zones de stockages et de matières premières sont parfois connexes et mal délimitées. De plus, elles ne sont pas caractérisées par un affichage réglementaire et visible.</p> <p>A minima et conformément à l'article 12 de l'arrêté du 30 juin 2006 (rubrique 3260), l'exploitant "doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages."</p> <p>L'inspection rappelle que ces zones de stockages doivent être pérennes, identifiées sur site et sur un plan du site.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de revoir ses conditions de stockages et de remettre un plan à jour à l'inspection.</p> <p>Rapidement l'exploitant nous remet ce plan et des photographies permettant à l'inspection de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones de stockage de déchets sont bien délimitées (marquage au sol jaune et affichage); - les déchets dangereux et non dangereux sont séparés ; - le plan de stockages n'est pas assez précis. Il devra être complétés afin de permettre au service de secours et à l'inspection de savoir ce qui est stocké dans chaque zone de stockage. <p>Sur le document suivant :</p>

Champ	(Aucun)						
Produit	Dépot	Libellé	Code ICPE	Famille	Stock	Date MAJ	
MGZD00015	01	LESSIVE SOUDE 30.5% CO...	1630.1	MGC	4005.00	12/07/2023	
MGZD00100	01	DEGRAISSANT ZINCAREV...		MGC	7370.00	12/07/2023	
MGZD0021A	01	INHIBITEUR ZINCAREV BL...		MGC	1100.00	12/07/2023	
MGZD0022A	01	TECHNMOUSSE		MGC	500.00	12/07/2023	
MGZD0031F	01	ALCALI 20.5% container de ...		MGC	1000.00	12/07/2023	
MGZD0033F	01	FLUX LIQUIDE à 800 g/l flu...		MGC	4970.00	12/07/2023	
MGZD0035F	01	POLYTENSID 55 suivant vol...		MGC	340.00	12/07/2023	
MGZD0036F	01	PEROXYDE D'HYDROGEN...		MGC	5520.00	12/07/2023	
MGZD0037F	01	AMONIAQUE		MGC	3600.00	12/07/2023	
MGZD0039	01	Chlorure de sodium 40%	4510	MGC	1400.00	12/07/2023	
MGZD0041	01	chaux		MGC	2.21	12/07/2023	
MGZD0042	01	Sel adoucisseur		MGC	400.00	12/07/2023	
MGZR00010	01	Malles de Zinc		MGZ	0.01	04/07/2023	
MGZR00020	01	Cendres de Zinc	4511	MGZ	0.01	04/07/2023	
MGZZ00002	01	ZINC Z1 SHG NF EN 1179.2...		MGZ	142.22	12/07/2023	
MGZZ00006	01	ZINC Z1 ALUMINUM GAVA5		MGZ	6.29	12/07/2023	

L'inspection indique que les unités doivent être mentionnées. Le lieu de stockage pourrait utilement apparaître dans ce tableau afin de simplifier le travail des secours le cas échéant.

L'inspection prend note que :

- l'alkali a été déplacé dans une armoire de stockage dédié au base ;
- le peroxyde d'hydrogène a été stocké sur une rétention séparée ;
- le Zincarev D2A et Jteckflux sont stockés ensemble car compatibles ;

Les déchets dangereux font l'objet d'un bon de suivi de déchet. L'ensemble des déchets est remis à des filières agréées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités mentionnées à l'article 1.5.2.
Constats : L'ensemble des aires de stockage est étanche (zone bétonnée). Certains déchets sont entreposés à l'abri des intempéries sous des hangars. C'est le cas de déchets sous forme de poussière par exemple.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : gestion des déchets à l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
Constats : L'inspection a pu vérifier que chaque déchet est envoyé dans des filières agréées et autorisées. Le transport des déchets est géré conformément à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit. Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.
Constats : Aucun déchet n'est traité sur le site. Les déchets dangereux et non dangereux sont séparés. Aucun déchet n'est mélangé avec des produits ou matières qui ne sont pas des déchets. Ce point est conforme à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.6
Thème(s) : Autre, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5.1.6. Transport L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.
Constats : Un registre de suivi des déchets est présenté à l'inspection sous format excel. Le contenu en est conforme à la réglementation. Les bordereaux de suivi de déchet dangereux sont détenus par l'exploitant. Ce dernier utilise Track déchet. La liste des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à jour et disponible. L'exploitant possède les documents nécessaires au transport de déchet à l'étranger. C'est le cas des déchets suivants :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.6

- cendres 11 05 02 revalorisé en belgique et mattes 11 05 01 revalorisés en autriche ;
Les informations accompagnant le transfert des déchets nous sont montrées.

Annexe VII
INFORMATIONS ACCOMPAGNANT LE TRANSFERT DE DÉCHETS VISES À L'ARTICLE 5, PARAGRAPHE 3 ET 4

Informations relatives à l'expédition (*)

1. Personne qui organise le transfert : Nom : EVERZINC-BELGIUM SA Adresse : rue de l'économie 4- B 4431 Louvain Personne à contacter : A. Balde Tél : +32 4 290 58 64 E-mail : aminatou.balde@everzinc.com		2. Importateur/destinataire : Nom : EVERZINC-BELGIUM SA Adresse : rue de l'économie 4- B 4431 Louvain Personne à contacter : A. Balde Tél : +32 4 290 58 64 E-mail : aminatou.balde@everzinc.com	
3. Quantité effective : 26 300 kg		4. Date effective du transfert : 02/05/23	
5.a) 1^{er} transporteur (*) Nom : R. LAVENU Adresse : 76400 FREAMP Personne à contacter : M. Seichet Tél : 33 2 35 28 04 28 Fax : E-mail : Moyen de transport : Camion Date de la prise en charge : 03/05/23 Signature : [Signature]		5.b) 2^e transporteur Nom : Adresse : Personne à contacter : Tél : Fax : E-mail : Moyen de transport : Date de la prise en charge : Signature :	
6. Producteur(s) initial(aux), moveant(s) producteur(s) ou collecteur : Nom : AXIMUM (Ref 14053) Adresse : 6 Rue de Minerva Snc F-40180 NOOIDENT SUR ORSE Personne à contacter : Corinne Le Louma Tél : 33 3 44 65 61 20 Fax : 33 3 44 55 44 52 E-mail : leloumad@aximum.fr		8. Opération de valorisation (ou, le cas échéant, d'élimination pour les déchets visés à l'article 3, paragraphe 4) Code E/Code D : R4	
7. Installations de valorisation <input checked="" type="checkbox"/> Laboratoire <input type="checkbox"/> Nom : REZINAL NV (ref 2023/01/0015) Adresse : Delloutaux 17 - B 3550 Zelster Personne à contacter : Céline BORDES Tél : 32 4 290 58 43 E-mail : aminatou.balde@everzinc.com		9. Dénomination usuelle des déchets : ECUMES DE ZINC 14 Bacs	
10. Identification des déchets (indiquer les codes correspondants) i) annexe IX de la convention de Bâle: B1100 ii) OCDE (si différent de (i)) iii) Liste CE des déchets : 11 05 02 iv) Code national :			
11. Pays/Etat(s) concerné(s) :			
Exportation/expédition		Transit	
FRANCE		BELGIQUE	
12. Déclaration de la personne qui organise le transfert : Je soussigné certifie que les renseignements portés sur ces documents sont exacts et établis de bonne foi. Je certifie également que les obligations contractuelles énoncées sont remplies avec le destinataire (non nécessaire dans le cas des déchets visés à l'article 5, paragraphe 4).			
Nom : Balde Aminatou Date : 26/04/2023		Signature : [Signature]	
13. Signature à la réception des déchets par le destinataire : Nom : Date : Signature :		14. Transfert reçu par l'installation de valorisation <input type="checkbox"/> ou par le laboratoire <input type="checkbox"/> Quantité reçue : kg : litres : Nom : Date : Signature :	

(*) Informations accompagnant les transferts de déchets figurant dans la liste des déchets à la valorisation ou élimination à des analyses de laboratoire en vertu du règlement (CE) n° 1013/2006
(*) Si plus de trois transporteurs sont concernés, joindre en annexe les données relatives aux cases 5 a), b) et c).
(*) Lorsque la personne qui organise le transfert n'est pas le producteur ou le collecteur, des informations concernant le producteur ou le collecteur sont fournies.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.7

Thème(s) : Autre, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Code des déchets	Nature des déchets	Quantités maximales pouvant être stockées sur le site	Localisation du stockage	Code de traitement	Type de traitement
08 01 12	Poches plastiques souillées + filtres	0,7	Cabine de peinture	R13	Valorisation énergétique
10 05 11	Cendres de zinc	25	Bain de Zinc	R4	Recyclage métallique
11 05 01	Mattes	29	Bain de Zinc	R4	Recyclage métallique
12 01 17	Corlindon	1	Grenailleuse	R4	Recyclage métallique
16 01 02	Emballages souillés vides	2	Traitement de surface	R1	Valorisation énergétique
08 01 02*	Solution acide de rétention	25	Traitement de surface	D9	Traitement physico-chimique
08 01 11*	Poudre de peinture	3	Cabine de peinture	R12	Recyclage métallique
11 01 05*	Solution de décapage	75	Bain de décapage	R6	Régénération des acides
11 01 06*	Solution de dézingage	75	Bain de dézingage	R6	Régénération des acides
11 01 08*	Boues de décapage	20	Bain de décapage	D9	Traitement physico-chimique
13 02 06*	Huiles usagées	2,5	Profilage métallier	R12	Echange pour valorisation
12 01 14*	Boues de profilage	1	Profilage	R12	Echange pour valorisation
13 05 08*	Eaux et boues hydrocarbonées	18	Entretien deshuiler	D10	Incinération
16 01 10*	Fûts vides	0,7	Tout le site	R12	Echange pour valorisation
16 02 02*	Matériels souillés	1,2	Tout le site	R13	Valorisation énergétique
16 02 13*	DEEE et tubes fluorescents	0,2	Tout le site	R13/R4	Valorisation énergétique
160305*	Mélange de réactifs et d'échantillons de labo	0,1	Laboratoire	D13	Regroupement avant élimination
16 05 04*	Aérosols	0,2	Tout le site	R13	Valorisation énergétique
16 05 08*	DTQD Standards	0,3	Tout le site	R13	Valorisation énergétique
16 10 01*	Eaux et hydrocarbures	1	Profilage	R13	Valorisation énergétique
19 02 04*	BHM	15	Station de traitement bain flux (recyclage)	R4	Recyclage métallique
20 03 01	DIB	10 bacs	Tout le site	R13	Valorisation énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 5.1.7
<p>Constats : L'inspection demande à l'exploitant la liste des déchets qu'il produit. Cette dernière ne correspond plus à la liste des déchets définies dans son arrêté préfectoral d'autorisation daté du 24 avril 2019 (article 5.1.7).</p> <p>1/ Les déchets suivants sont ajoutés : 10 04 05 poussière métallique et 11 01 11* (eau laveur de gaz)</p> <p>2/ les quantités sont mises à jour ; elles sont pour la majorité identiques aux quantités indiquées dans le tableau de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral sus visés ou plus faible sauf pour les aérosols (16 05 04*, 0,4 au lieu de 0,2 tonnes) et les matériels souillés (15 02 02*, 2,5 au lieu de 1,2 t). Cependant l'ordre de grandeur reste le même. Le tableau des déchets sera remis à jour dans un arrêté préfectoral complémentaire, ultérieurement.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant des éléments complémentaires sur ces déchets notamment : leur provenance, leur dangerosité potentiel, les quantités annuelles et leur devenir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet